

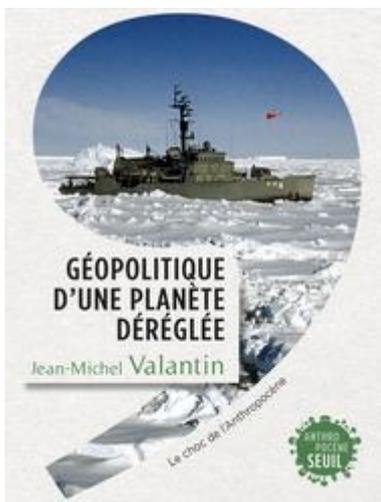
Source : <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/12/28/31002-20171228ARTFIG00147-rechauffement-climatique-quels-enjeux-geopolitiques.php>

Téléchargement 05 01 2018

Réchauffement climatique : quels enjeux géopolitiques ?

- Par [Eugénie Bastié](#) 02 01 2018

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la parution de son livre *Géopolitique d'une planète dérégulée, le choc de l'Anthropocène*, Jean-Michel Valantin accorde un long entretien au Figaro Vox. Il analyse les effets systémiques dus aux changements climatiques.



Jean-Michel Valantin est chercheur en études stratégiques, spécialiste des liens entre la géopolitique et le changement climatique, auteur de «*Géopolitique d'une planète dérégulée*» (Seuil, 2017). Il contribue à [The Red \(Team\) Analysis Society](#).

FIGAROVOX. - Vous abordez dans votre livre les conséquences géopolitiques de l'«anthropocène». Pouvez-vous expliquer cette notion? De quand date la bascule de l'humanité dans l'ère anthropocène?

Jean-Michel VALANTIN.- La notion d'«Anthropocène», qui apparaît pour la première fois comme telle en 2002, renvoie à l'idée que l'ère géologique contemporaine est largement déterminée par le fait que l'Humanité est devenue la principale force géophysique sur Terre, au point d'avoir fait émerger sa propre couche géologique au vingtième siècle. Il en découle que, collectivement, à l'échelle planétaire, nous sommes en train de transformer rapidement et profondément les conditions géophysiques dans lesquels nous nous sommes développés, à savoir l'atmosphère, l'océan, les sols, la biodiversité et à partir desquelles se sont développées les sociétés humaines.

Cette nouvelle ère géologique qui émerge de l'altération des conditions planétaires met le

développement infrastructurel et énergétique de l'humanité en danger.

Les débats sont nombreux pour identifier le point de bascule, qui peut être identifié à la révolution industrielle, au tournant du dix-huitième et du dix-neuvième siècle. La notion d'Anthropocène est porteuse d'un paradoxe fondamental: cette nouvelle ère géologique qui émerge de l'altération des conditions planétaires par les formes de développement industriel, agricole, urbain, infrastructurel et énergétique de l'humanité, met justement ce développement en danger. Et ce car nos façons d'habiter, de vivre, de nous déplacer, de nous alimenter, de consommer, sont dépendantes des paramètres planétaires qui sont en cours d'altération. En d'autres termes, les «crises en chaîne» que sont celles du climat, de la hausse et de l'acidification de l'océan, de l'eau, de la biodiversité sont largement dues aux formes de développement des sociétés depuis deux siècles. Or, ces dernières sont aujourd'hui mises en danger par cette crise planétaire qu'est l'Anthropocène.

On peut constater, par exemple, que les «Printemps arabes» ont été précédés par des hausses brutales des prix des céréales, dues à la multiplication des sécheresses et des inondations sur les grands centres mondiaux de production céréalière, en 2006, 2008, et en 2010 avec la canicule qui a affecté les récoltes russes et ukrainiennes. La hausse des prix des céréales qui s'en est suivie, aggravée par la spéculation, a entraîné la hausse des prix du pain, aliment de base dans de nombreux pays arabes, ce qui a entraîné de fortes tensions sociales dans des pays déjà sous tension.

Vous évoquez la vulnérabilité américaine face au changement climatique. Y a-t-il un déni profondément inscrit dans la culture américaine?

Du fait de leur géographie, les Etats-Unis sont particulièrement vulnérables aux différents types d'effets du changement climatique. On peut penser à la très longue sécheresse du Sud-Ouest et à la Californie actuellement ravagée par des incendies géants ... et en plein hiver. De même, les événements climatiques extrêmes comme la destruction de la Nouvelle Orléans en 2005 par l'ouragan Katrina, le choc de «Sandy» en 2012, «Harvey» qui ravage le Texas en septembre 2017, suivi de l'impact d'Irma une semaine après, tandis que les littoraux sont impactés par la hausse du niveau de l'océan. En revanche, la question du changement climatique est, malheureusement, devenue un marqueur politique entre les partis politiques et leurs électeurs. Cette démarche est fortement soutenue par le fait que l'économie américaine est historiquement et profondément intriquée à la production et la consommation de charbon, de gaz naturel et de pétrole pour l'industrie, les transports et l'agriculture, sur un territoire immense dont l'aménagement est dépendant des flux de voitures et de camions. Combattre le changement climatique implique d'interroger profondément de mode de développement, ce qui est politiquement très «chargé».

Le climato-scepticisme du dirigeant de la première puissance mondiale hypothèque-t-il les chances de contrer le dérèglement climatique à l'échelle globale?

La Chine est très volontariste dans la transition énergétique pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, tout en donnant une part toujours plus grande aux énergies renouvelables.

La posture climatosceptique de l'actuelle administration américaine est effectivement problématique. Cependant, elle peut avoir des effets paradoxaux. D'autres grands pays, comme la Chine, sont profondément conscients du danger que pose désormais le changement climatique et s'est engagé de

façon très volontariste dans la transition énergétique, pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre tout en faisant émerger un bouquet énergétique qui vise à donner une part toujours plus grande aux énergies renouvelables. L'Union Européenne, et de très nombreux pays s'impliquent pour entrer en transition énergétique. Ces dynamiques commencent à se répandre. Par ailleurs, aux Etats-Unis, ces prises de position fédérales créent des tensions politiques avec les villes et les Etats, comme la Californie qui sont engagés dans la lutte contre le changement climatique et qui veulent mettre en œuvre l'accord de Paris au niveau territorial.

Vous évoquez la dislocation arctique et le renouveau de la puissance russe. Quelle est la stratégie géopolitique de la Russie pour faire face aux changements géophysiques en cours? Est-elle efficace?

Pour des raisons géoclimatiques, la région arctique se réchauffe deux à quatre fois plus vite que le reste du monde, ce qui a un impact majeur sur les températures et ainsi sur la banquise qui recouvre l'océan arctique et sur les sols des pays côtiers. Depuis le début du vingt-et-unième, les autorités politiques, scientifiques, économiques et militaires russes travaillent à transformer en atout les effets de ce changement géophysique. Ainsi, les autorités russes ont lancé un immense programme d'aménagement maritime le long de la côte sibérienne, entre le détroit de Béring et la Norvège, afin de convertir ce passage du Nord est en voie commerciale entre l'Asie, l'Europe du Nord et l'Atlantique.

Par ailleurs, le changement climatique commençant à rendre accessible de nouvelles réserves de gaz et de pétrole, tant terrestres que dans les fonds sous-marins, de nouvelles installations gazières et pétrolières sont installées. C'est le cas, par exemple, du gigantesque projet «Yamal LNG». Ce projet consiste à extraire du gaz naturel du sous-sol de la péninsule du Yamal, exporté en Asie. Les grands ports sibériens sont réhabilités et reliés par voie ferrée au réseau trans sibérien et trans mongolien et ainsi à l'intérieur de la Russie, à l'Asie centrale et à la Chine. Par ailleurs, la Chine, le Japon, l'Indonésie investissent auprès des Russes. L'adaptation russe au changement climatique fait ainsi émerger une nouvelle géoéconomie des transports, du commerce et des ressources à l'échelle de l'Asie, tout en renouvelant le statut de grande puissance énergétique de la Russie pour les décennies à venir.

Quels impacts ont ces changements climatiques sur les migrations? Doit-on s'attendre à une explosion du nombre de réfugiés climatiques? De quelles régions viendront-ils?

Les décennies qui viennent risquent d'être marquées par des migrations «climatiques» pouvant affecter de 250 millions à plus d'1,5 milliards de personnes.

Les travaux de prospective de l'ONU, du Groupe international d'experts sur le changement climatique (GIEC) et de l'Organisation internationale des migrations font apparaître que les années et les décennies qui viennent risquent d'être marquées par des migrations «climatiques» pouvant affecter de 250 millions à plus d'1,5 milliards de personnes. Ces migrations risquent d'être déclenchées par la mise en synergie des effets du changement climatique sur des systèmes agricoles fragiles, sur le cycle de l'eau dont dépendent des populations entières, des infrastructures et des Etats fragiles. En d'autres termes, l'estimation haute fait apparaître que plus de 15% à 20% de l'humanité pourraient entrer en migration, tant à l'intérieur des pays, comme c'est le cas aujourd'hui au Bangladesh, qu'au niveau international et ce, sur l'ensemble des continents. Cela va entraîner des questionnements politiques très profonds.

Vous rappelez qu'à l'origine de la guerre en Syrie, il y a une sécheresse énorme de 2006 à 2011 et parlez de Daech comme une «guerre de l'anthropocène». Qu'est-ce à dire? Emmanuel Macron avait-il raison lorsqu'il a dit: «On ne peut pas prétendre lutter efficacement contre le terrorisme si on n'a pas une action résolue contre le réchauffement climatique»?

La Syrie a été frappée par une terrible sécheresse de plusieurs années, qui a littéralement disloqué le monde rural syrien et a entraîné un immense exode rural, dans des villes qui n'étaient pas préparées à de tels flux. Cela a engendré d'immenses tensions sociales qui ont été un facteur très important dans la déstabilisation politique du pays et son basculement dans la montée aux extrêmes et la guerre civile à partir de 2011. Par ailleurs, pendant près de 10 ans, cette sécheresse a été précédée par le développement de l'agriculture du coton lourdement consommatrice d'eau, promue par le régime pour soutenir son commerce extérieur. Quand la sécheresse a commencé, ce pays semi-aride avait largement épuisé ses ressources en eau. Le cas syrien montre bien comment le changement climatique affecte les vulnérabilités matérielles, sociales et politiques des pays. La déclaration d'Emmanuel Macron est parfaitement fondée.

Quels sont les scénarios à envisager pour notre XXIème siècle? N'est-il pas «trop tard»? La solution passera-t-elle par les Etats-nations ou bien par des acteurs supranationaux?

La concurrence internationale pour les ressources peut entraîner une multiplication des conflits, ainsi que la montée des extrêmes et la dislocation de nations, d'Etats, de sociétés entières.

Il n'est certainement pas trop tard et il est hors de question d'être défaitiste. On peut dégager deux grandes tendances. D'un côté, la combinaison de l'aggravation continue du changement climatique et de la concurrence internationale pour les ressources peut entraîner une multiplication des conflits, ainsi que la montée des extrêmes et la dislocation de nations, d'Etats, de sociétés entières. C'est ce que j'appelle le risque de «guerre mondiale de l'effondrement». La réalité de ce genre de situation est, hélas, déjà vécue par les populations, par exemple, de Somalie, d'Irak ou de Syrie. Cependant, d'un autre côté, face à ce risque immense, des possibilités de coopérations tout aussi immenses existent et commencent à émerger. Il est donc fort possible que le XXI^e siècle finisse par être celui de la «Grande coopération stratégique», entre les Etats, les sociétés, les entreprises, les pouvoirs publics, les citoyens, et les acteurs privés, afin de transcender la menace climatique!